67e Année. — N° 135

Le Numéro
15 CENTIMES

BUREAUX
ET RÉDACTION :
Roubaix, Grande-Rue, 71
Tourcoing, rue Carnot, 33

Abonnement. 3 m. 6 mois 1 an
Belgique, Nord et Limitrophes 12.00 22.00 42.00
France ... 15.00 28.00 45.00
Union postale 16.00 31.00 62.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

67e Année. — N° 135

VENDREDI
14
MAI 1920

Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

La C. G. T. fait appel aujourd'hui au gaz et à l'ameublement. - Les Postiers offrent leur appui

La Législation syndicale

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, va jouer un grand rôle dans les polémiques de presse et les tribunaux pour avoir beaucoup à s'en occuper pendant assez longtemps.

En lisant le texte de cette loi tel qu'il a été soumis aux Chambres en 1880, on ne se serait guère douté de l'importance que devait prendre dans la pratique la législation relative aux associations de syndicats.

Ces associations n'y étaient pas mentionnées du tout, ni sous ce nom, ni sous une des appellations variées qui leur ont été données depuis. C'est la commission de la Chambre qui a pris l'initiative de parler d'elles en disant que des unions pourraient se former entre syndicats professionnels régulièrement constitués.

Dès cette époque, un député clairvoyant, M. Marcel Barthe, a deviné le parti que pourraient tirer d'une disposition de ce genre des fédérations socialistes et révolutionnaires en s'organisant par département, ou par région et même pour le pays tout entier. C'est pour empêcher l'abus qui pourrait être ainsi fait de la nouvelle loi qu'on a bien précisé dans son texte que l'objet des unions de syndicats devait limité à l'étude et à la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Cette précaution semblait en effet devoir être suffisante, et on l'a cru dans les premiers temps. Mais, peu à peu, les syndicats ont donné à l'article 5 de la loi de 1884 une extension imprévue.

Nous avons vu s'établir ainsi et s'étendre de plus en plus ce singulier et redoutable pouvoir qui en est venu à former un véritable État dans l'État, à menacer le gouvernement, à prétendre lui imposer de prétendues réformes dictées aux pouvoirs publics et à décréter comme sanction de ses exigences des grèves applicables sur toute la surface du pays par un comité tout puissant qui d'ailleurs n'en pâtissait pas lui-même.

Rien de pareil n'avait été si prévu ni permis par la loi de 1884, ni par la loi toute récente du 12 mars 1920, qui n'a fait que répéter, sur ce point, le texte même de sa devancière.

Tout cet édifice de la Confédération Générale du Travail a été construit étage par étage en dehors de la législation, au moyen d'empiètements successifs qu'on a eu trop longtemps la faiblesse de tolérer.

Mais, heureusement, des usurpations pareilles ne s'acquièrent pas par prescription; ceux qui les avaient commises vont fort pour dépasser la mesure et la justice va enfin être appelée à dire ce qu'elle en pense : car c'est elle, et non le gouvernement, comme l'ont dit quelques-uns de nos confrères, qui sera appelée à prononcer la dissolution.

Nous espérons bien qu'elle fera son devoir.

INFORMATIONS

LES DROITS SUR LES VINS DE CHAMPAGNE EN ANGLETERRE

Paris, 13 mai. — On mande de Londres au « Petit Journal » que le chancelier de l'échiquier d'outre-mer a la possibilité de réduire les droits sur les vins de Champagne.

LE RENFLOUEMENT PROJETÉ DU « LUSITANIA »

Paris, 13 mai. — On apprend de Londres au « Petit Journal » que l'on renflouera le renflouement du « Lusitania ».

DÉCOUVERTE D'UNE PEPITE D'OR NATIF

Brisbane, 13 mai. — On a découvert une pépite d'or natif pesant 12 livres à proximité de Chater Tower Mines.

L'EXPOSITION NATIONALE DE PRINTEMPS DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE D'HORTICULTURE DE FRANCE.

Paris, 12 mai. — La Société nationale d'Horticulture de France tiendra, du 2 au 4 juin prochain, son Exposition nationale de Printemps, ouverte à tous les produits de l'horticulture, des industries horticoles et des beaux-arts appliqués à l'horticulture.

Cette manifestation florale aura lieu cette année au Jardin d'Acclimatation (Bois de Boulogne), Paris.

LES ALLEMANDS PEUVENT CIRCULER DANS LA MOSELLE, LE HAUT-RHIN ET LE BAS-RHIN

Berlin, 13 mai. — D'après la « Gazette de Francfort », les Allemands auraient maintenant le droit de circuler librement dans le département de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

UN PAQUEBOT COULÉ PAR UNE MINE

Lisbonne, 13 mai. — Le vapeur de la Marine Argentine « Rosario » qui se rendait avec le paquebot « Avanti » a rencontré une mine et a coulé. Le navire qui marquait 600 tonnes faisait le service de passagers et des marchandises entre la Sicile, la Sardaigne, la Corse et Livourne.

L'équipage comptait 80 hommes, quatre embarcations des naufragés ont été vues à proximité du port de Santa-Stéfanna.

La Crise ministérielle en Italie

M. Méda dénoncera-t-il la crise?

Rome, 13 mai. — Le Roi, MM. Nitti, Orlando et Tittoni ont conféré. Selon les milieux parlementaires, M. Nitti aurait désigné au Roi comme susceptible de dénouer la crise, le chef du parti populaire catholique, M. Méda.

On doute que M. Méda accepte.

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

LA SESSION DE ROME

Le départ de M. Albert Thomas

Paris, 13 mai. — M. Albert Thomas, président du bureau international du travail, est parti cet après-midi pour Rome, où s'ouvrira la session du Conseil exécutif de la Société des Nations.

L'arrivée à Rome des délégations étrangères

Rome, 13 mai. — Les délégations étrangères qui participeront aux séances du Conseil de la Ligue des Nations, sont arrivées.

M. MILLERAND va partir pour Folkestone vendredi après-midi

Paris, 13 mai. — M. Millerand quittera Paris vendredi après-midi, pour se rendre à Folkestone, où il doit conférer avec M. Lloyd George.

Le président du Conseil rentrera à Paris dimanche.

La répartition des croix de la Légion d'honneur

Paris, 13 mai. — Plusieurs membres du gouvernement, notamment les ministres des régions libérées, des pensions, de l'hygiène sociale, se sont réunis, au ministère de la Justice, pour s'entretenir avec le Garde des Sceaux de la répartition des Croix de la Légion d'honneur attribuées aux départements nouvellement créés. Il a été entendu que les croix seraient prélevées sur la réserve du contingent de la grande chancellerie, pour être attribuées à ces ministères.

M. Flandin est parti pour Londres en avion

Paris, 13 mai. — M. P.-E. Flandin, sous-secrétaire d'État à l'aéronautique, est parti, jeudi matin, en avion, pour Londres, où il va conférer avec le ministre de l'air britannique. L'appareil a quitté l'aérodrome du Bourget à 11 h. 25.

Le Gouvernement allemand a reçu une nouvelle liste de coupables

Berlin, 13 mai. — Selon l'Agence Wolff, le gouvernement allemand a reçu une nouvelle liste de livraison des coupables adressée par les Alliés. Cette liste comprend 46 noms dont ceux de 4 commandants de sous-marins accusés d'avoir torpillé des navires-hôpitaux. Les accusés seront cités devant le tribunal du Reich à Leipzig.

M. Lefèvre est arrivé à Vichy

Vichy, 13 mai. — On annonce l'arrivée à Vichy, de M. Lefèvre, ministre de la guerre.

Choses & Autres

Le mûre vers l'Europe.

L'exode printanier des hommes d'affaires et des touristes américains vers l'Europe a commencé dans la deuxième partie du mois d'avril. En un seul jour, trois grands paquebots ont quitté New-York avec 3.500 passagers. Les principales lignes de navigation britanniques, la Cie Transatlantique et les Cies américaines ne disposent plus actuellement d'une seule cabine et d'une seule couchette avant le mois d'août. Dans certains cas, les passages ont été arrêtés pour le mois de septembre.

* *

L'esprit français.

On parlait femmes devant Sainte-Beuve, et quelqu'un dit :

— Confier un secret à une femme, c'est cacher un billet de banque sous une plaque de verre.

— Il y a pourtant un secret qu'une femme sait garder inviolablement, répondit l'illustre critique.

— Et lequel?

— Son âge!

* *

En France, on fait grand cas de la parole, beaucoup moins de la pensée : aussi on admire un homme qui parle bien, même s'il n'a rien à dire : c'est ce qui fait la force des tribuns et des meneurs.

VERS UNE POLITIQUE FAMILIALE

TROIS MINISTRES, MM. FRANÇOIS-MARSAL, ISAAC ET RICARD, PRENNENT LA PAROLE AU BANQUET TRIMESTRIEL

Sous la présidence de M. Auguste Isaac, Ministre du Commerce, « la Plus Grande Famille », association de pères et mères de famille de cinq enfants au moins, a donné hier un banquet auquel assistaient MM. François Marsal, ministre des Finances, Ricard, ministre de l'Agriculture, Martin, gouverneur du Crédit Foncier, Pascalis, Président de la Chambre du Commerce de Paris, Carnegie,

M. AUGUSTE ISAAC
ministre du Commerce, président de la « Plus Grande Famille » (né à Roubaix, rue Nain, le 6 septembre 1849).

Président de l'Union Textile, Cte Georges Pinot, et un grand nombre de notabilités.

Cent cinquante personnes se groupaient à table autour des trois ministres. Une délégation de nos compatriotes s'était rendue à Paris : M. Pierre Lestienne, vice-président de « la Plus Grande Famille » était à la table d'honneur, à la droite de M. François Marsal.

Nous avons pu rejoindre l'un des membres de cette délégation et voici quelques-unes des indications qu'il nous a données sur cette très intéressante réunion.

M. Auguste Isaac a rappelé que c'était un Groupe de Pères de Famille nombreux de Roubaix qui avait fondé « la Plus Grande Famille », en partant de ce principe que pour combattre la dépopulation il ne fallait pas s'égarer dans des questions secondaires, mais aller droit au but en favorisant la Famille, en rendant à la Famille toute sa place dans la société moderne. « Il y a trois ans, ajoutait M. Isaac, à nos mêmes réunions, nous nous demandions comment nous arriver à faire pénétrer cette vérité élémentaire jusque dans les Conseils du Gouvernement; et aujourd'hui nous nous trouvons, nous et nos amis, être le Gouvernement et nous nous précipitons d'instance à une véritable politique familiale » qui seule peut arracher notre Patrie à tous les périls dont la dépopulation tient les menaces suspendues sur nos têtes. »

M. Ricard, ministre de l'Agriculture, a souligné les industriels de ne pas négliger la question du Retour à la Terre. Chaque industriel devrait être en relations avec un groupement rural et envoyer les familles nombreuses qui l'entourent faire des séjours à la campagne, à la fois pour rajeunir la race et répandre les villages ruraux. Sans des mesures énergiques la disette nous menace.

Enfin le docteur Jacques Bertillon a constaté avec plaisir que toutes les classes sérieuses de la nation sont maintenant saisies et pénétrées de l'importance prématurée du problème de la dépopulation et des familles nombreuses, seul de toutes les questions sociales, économiques, morales, posées devant notre pays. Il s'agit maintenant de faire pénétrer ces idées dans les masses : c'est là le but de la Journée nationale des Mères qui vient de triompher d'un bout à l'autre du pays, de Nice à Roubaix. Le peuple qui a le plus bon « génie » c'est le peuple de France, il faut qu'il s'impose par la marée montante de ses fils.

Cette réunion a produit une grande impression sur tous ceux qui ont eu la bonne fortune d'y assister : l'année 1920 va marquer une grande évolution, la France, jusqu'ici individualiste, va s'orienter vers une politique nettement nataliste.

LE PROJET DE M. LE TROCQUER SUR LA RÉORGANISATION DES CHEMINS DE FER

Les principales dispositions

M. Yves Le Trocquer avait pris l'engagement de déposer un projet de réorganisation des chemins de fer. Le ministre des Travaux publics vient d'élaborer le texte définitif des dispositions de ce projet de loi.

L'ÉCONOMIE DU PROJET

Les grandes lignes du projet de loi de la réorganisation des chemins de fer qui sera déposé sur le bureau de la Chambre, par le ministre des Travaux publics, dès la rentrée du Parlement, sont les suivantes :

Les réseaux, au lieu d'être exploités séparément par leurs administrations respectives suivant les idées personnelles de celles-ci et dans le sens des intérêts particuliers des compagnies concessionnaires, seront amenés de manière à former un véritable réseau national exploité suivant des vues d'ensemble et dans le sens des intérêts généraux du pays.

A cet effet, le projet prévoit une organisation commune à tous les réseaux constituée par un conseil supérieur des chemins de fer, chaque réseau conservant, en dehors de cette organisation commune, sous l'autorité du ministre des Travaux publics, son organisation intérieure et son exploitation propre.

Le conseil supérieur des chemins de fer est composé de représentants des compagnies, de représentants du personnel et de représentants des intérêts généraux de la nation (industrie, commerce, agriculture). Le conseil supérieur a la plus large compétence pour régler les questions d'intérêt commun aux réseaux en matière technique, commerciale, administrative et financière.

LA SOLIDARITÉ FINANCIÈRE DES RÉSEAUX

A cet effet, institution d'un fonds commun destiné à pourvoir à l'équilibre des recettes, dépenses et charges, et au besoin à faire les avances nécessaires au fonctionnement de la trésorerie des réseaux. Ce fonds commun, qui fera l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor, sera alimenté par l'excédent des recettes des réseaux. Lorsque tous les réseaux auront fait retour à l'État, le solde du fonds commun lui appartiendra.

LA RÉPARTITION DES PRIMES AU PERSONNEL ET AUX ACTIONNAIRES

Le projet de loi considère qu'il importe que l'association entre les réseaux concédés non seulement une association intéressée, mais aussi que les réseaux soient intéressés à donner satisfaction au public. Les dispositions du nouveau projet stipulent que la satisfaction réservée au public pour l'usage du chemin de fer peut être mesurée, d'une part, par le tonnage chargé, d'autre part, par le tonnage kilométrique.

Le projet prévoit à cet effet qu'il sera alloué aux réseaux une prime tendant à les intéresser au développement du trafic, et qui sera calculée à raison de taxi par tonne chargée au delà d'un minimum, et en raison de taxi par unité de trafic (tonnes kilomètres et tonnage kilométrique) au delà d'un minimum indiqué.

D'autre part, il convient d'intéresser les réseaux à l'économie dans les dépenses. Ainsi le projet prévoit-il que la prime est fonction inverse du coefficient d'exploitation (en entend par coefficient d'exploitation le quotient des dépenses d'exploitation par les recettes d'exploitation).

Enfin, les dispositions du projet de loi considèrent que le travail doit bénéficier de la prime au même titre que le capital. Elles fixent que le montant de la prime sera partagée entre le capital et le travail, deux tiers sont alloués au personnel, l'autre tiers aux actionnaires.

L'Election Présidentielle aux Etats-Unis

Le candidat socialiste

New-York, 13 mai. — La Convention nationale du parti socialiste a choisi, par acclamations, comme candidat du parti à la présidence des Etats-Unis, le citoyen Debs, qui est en train de purger une peine de 10 ans de prison pour violation de la loi visant l'espionnage.

Un train déraillé entre Savenay et Pont-Château

Paris, 13 mai. — Jeudi matin, à 4 h. 20, le train n° 135, se dirigeant sur Quimper, a déraillé entre Savenay et Pont Château. Les deux machines et huit voitures sont sorties des rails. Deux agents de la Compagnie ont été légèrement blessés; les dégâts matériels sont importants.

L'AGITATION REVOLUTIONNAIRE

Une protestation de la C. G. T. auprès du Bureau international ouvrier

Paris, 13 mai. — La C. G. T. a rédigé une protestation destinée à être envoyée au bureau international ouvrier.

Dans cette protestation, la C. G. T. indique qu'elle a engagé une action pour obtenir des pouvoirs publics la nationalisation industrielle des grands services de la nation. Elle constate qu'en réponse à cette action, le gouvernement français a engagé des poursuites aux fins de dissolution de la C. G. T. Elle demande, en conséquence, à l'Internationale ouvrière de joindre sa protestation à l'action du prolétariat français, qui est décidé à défendre plus que jamais ses libertés syndicales.

Deux nouvelles grèves en perspective : celles de l'éclairage et de l'ameublement

La C. G. T., après avoir passé en revue la situation générale du mouvement de grève, a décidé d'y joindre la cessation du travail dans les corporations de l'éclairage.

Pour des raisons de similitude de métiers, elle s'est mise d'accord avec la Fédération de l'ameublement et du bâtiment pour que le travail cesse dans l'industrie du meuble.

LES GRÈVES

L'amélioration continue

Paris, 13 mai. — La tendance à l'amélioration de la situation générale s'est encore accentuée, tant en province qu'à Paris. Il se confirme que du côté syndicaliste on constate une certaine lassitude et il semble qu'on soit disposé à rechercher des pourparlers susceptibles d'aboutir à un compromis évitant une défaite trop retentissante de la C. G. T.

On précise que diverses interventions parlementaires se sont déjà produites dans ce sens depuis deux jours, auprès de M. Millerand. On cite notamment M. Herriot. Pourtant on constate que loin de chômer, de nombreux grévistes, après avoir fait pointer leur carte confédérale, s'en vont dans une autre commune que la leur.

Dans la région parisienne, la situation s'améliore constamment; les grèves des chemins, des transports en commun et de l'électricité sont absolument inopérantes.

Dans la métallurgie, les rentrées sont chaque jour plus nombreuses; malgré les efforts des extrémistes, la détente s'accentue, notamment à Grenoble, Toulouse, Reims, Rouen, etc.

DANS LES CHEMINS DE FER

Un attentat sur la voie ferrée près du tunnel de Grammont

Tours, 13 mai. — La voie de la ligne de Paris-Bordeaux a été dynamitée à la sortie du tunnel de Grammont. La réparation a été effectuée immédiatement. Il n'y a eu aucun incident ni retard.

La Situation

Paris, 13 mai. — Sur les réseaux de chemin de fer, la situation demeure satisfaisante. Sur le Nord, l'Est et le Midi, le mouvement des trains demeure normal. Sur le P.-L.-M. et le P.-O., les rentrées continuent. Le nombre des trains mis en marche est en augmentation.

On constate une lassitude de plus en plus grande parmi les grévistes.

Sur le P.-O., 518 trains de marchandises ont été mis en marche contre 172 le 1er mai.

4.710 tonnes de denrées alimentaires ont été reçues par la gare d'Austerlitz, du 1er au 11 mai, contre 3.799 en 1919, soit 911 tonnes de plus.

Sur l'Etat, la situation s'améliore. Le nombre des rentrées est en augmentation chaque jour.

La situation est à peu près la même qu'hier dans les différentes corporations qui ont été atteintes par les ordres de grève lancés par la C. G. T. depuis 12 jours.

Le Métro et le Nord-Sud continuent à circuler normalement. Bien que ce soit jour férié, des rentrées se sont produites nombreuses aux ateliers de la Compagnie générale des Omnibus. Toutes les voitures sont sorties et l'on a de moins en moins recours aux volontaires qui cependant s'inscrivent toujours en masse.

TRAMWAYS ET TAXIS

La situation est identique en ce qui concerne les tramways.

Le nombre des taxis qui sont sortis des garages est plus grand qu'hier.

ÉLECTRICITÉ

Enfin, grâce au concours des soldats du génie, des volontaires et des ingénieurs, l'électricité continue à être fournie normalement par les différents secteurs.

DANS LA MÉTALLURGIE

A Toulon, un nouvel appel au chômage dans la métallurgie a échoué complètement.

DANS LES PORTS

Le referendum des commis marins d'Etat a repoussé l'affiliation à la C. G. T. qui avait été votée il y a une quinzaine de jours.

Dans la plupart des ports, le trafic s'accentue tous les jours.

A Cherbourg, des extrémistes ont provoqué de violents incidents en tentant d'empêcher la reprise du travail. La police a dû intervenir.

A Dunkerque, la reprise du travail par les dockers semble prochaine.

Au Havre, la tendance à l'amélioration continue. Plusieurs armements importants sont en préparation. Trois vapeurs sont partis hier.

A Marseille, le vapeur « Eugène Pereire » est arrivé d'Alger. La situation est stationnaire.

A Bastia, le « Lamoure » est parti pour Alger avec 237 passagers, dont 98 militaires.

A Nantes, La Rochelle, Rochefort, Cette, la situation est inchangée.

A Saint-Malo, les chantiers navals sont en grève. Les dockers et marins travaillent.

A Bordeaux, la situation est inchangée.

A ROUBAIX

LA JOURNÉE DE JEUDI

En ce jour de l'Ascension, le calme le plus complet a régné en ville, et les rues se sont trouvées désertes pour la plupart. Aucun tramway ne circulait, à la grande joie des grévistes, qui étaient venus assister aux représentations des Premières Communiantes et des amateurs de sports qui se rendaient au Stadium.

Seuls les tramways F ont assuré, entre Lille et Roubaix, le service qui fut à peu près normal, les voitures se succédant toutes les quarts d'heure.

Vers 10 heures, un « Mangy » est venu jusque Roubaix mais s'en est retourné de suite au dépôt sans prendre de voyageurs. Le service fut repris partiellement durant l'après-midi, et les tramways furent gris d'usagers comme à l'ordinaire.

Le tramway F

Dès dimanche matin, le tramway F a fonctionné régulièrement, à raison d'un départ tous les quarts d'heure. Inutile de dire que les voitures étaient bondées de voyageurs.

Par une affiche apposée jeudi, en ville, le Syndicat des Employés des tramways affiliés à la C. G. T. proteste contre l'acte des contrôleurs qui effectuent le service à la place des agents en grève.

Un agitateur chez les P. T. T.

Un délégué de la C. G. T., M. Diga, est venu à Lille et Roubaix, afin d'inciter les agents des P. T. T. à la grève. A Roubaix, vingt facteurs sur 64 se sont réunis avec lui et ont décidé qu'ils répondraient à la C. G. T. lorsqu'elle leur ferait appel.

A TOURCOING

Les réunions. — Une réunion des ouvriers des transports a été tenue, jeudi matin, à 10 heures, au café Théo Demoutre, place des Halles, au cours de laquelle la situation de la grève a été examinée.

Une réunion des cheminots a eu également lieu au siège habituel, rue de la Gare. Disons que dans nos gares le travail est au complet.

A LILLE

L'arrestation des « redresseurs du Nord » Thys et Dumercq

M. Sabouret, conseiller général du Nord, a prié M. le Préfet du Nord d'intervenir auprès du Ministre de l'Intérieur, afin de faire mettre un régime politique MM. Thys et Dumercq, les deux « redresseurs du Nord » arrêtés à Lille.

Conséquences de la grève

Par suite de la défection de quelques chauffeurs et mécaniciens, plusieurs établissements ont dû s'arrêter complètement : le chiffre des chômeurs est d'un millier.

DERNIÈRE HEURE

L'AGITATION REVOLUTIONNAIRE

LE COMMUNIQUÉ QUOTIDIEN de la C.G.T.

La Commission administrative demande toujours à discuter

Paris, 13 mai. — La C. G. T. fait le communiqué suivant :

La commission administrative de la C.G.T. dans sa réunion du 13 mai, après avoir examiné la situation de la grève et constaté que le mouvement continue à se développer progressivement, a décidé de renouveler la proposition formulée par elle, au début du mouvement, d'organiser les services essentiels du ravitaillement.

La commission administrative a constaté de plus que la revendication ouvrière est fondée, puisque certains organes de la presse ont publié un projet ministériel de réorganisation des chemins de fer. Pourquoi, dès lors, ne pas accepter la discussion?

UN APPEL DE LA FÉDÉRATION D'ÉCLAIRAGE ET DES FORCES MOTRICES EN FAVEUR DE LA GRÈVE

Paris, 13 mai. — La Fédération Nationale de l'éclairage et des forces motrices adresse aux secrétaires des syndicats du gaz et de l'électricité une circulaire où, après avoir rappelé la décision prise par le gouvernement envers la C. G. T., elle leur demande d'appuyer le mouvement engagé par la classe ouvrière en participant à la grève à partir du 14 mai.

LA FÉDÉRATION POSTALE SE DÉCLARE SOLIDAIRE DE LA C. G. T.

Paris, 13 mai. — Une réunion du personnel de la Fédération postale a eu lieu rue Grange-aux-Belles; elle s'est terminée par un ordre du jour déclarant que le personnel des P. T. T., considérant que dans le conflit actuel, tous les travailleurs sont engagés pour le triomphe du programme économique de la C. G. T., et que d'autre part, l'action judiciaire engagée contre la C. G. T. prouve que les pouvoirs publics poursuivent l'écrasement des organismes ouvriers, élève contre cette mesure une protestation solennelle et se déclare solidaire de la C. G. T.

Le personnel de la Fédération est prêt à répondre à tout appel qui pourrait lui être adressé par cette dernière.

L'ORDRE DE GRÈVE POUR L'AMEUBLEMENT

Paris, 13 mai. — On annonce que la Fédération nationale de l'ameublement a lancé un appel engageant tous les syndicats fédérés à se conformer à l'ordre de grève de la C. G. T. Cet ordre de grève doit partir du 14 mai 1920.

LES CHEMINOTS

UN AVIS AU PERSONNEL DU RÉSEAU DE L'ÉTAT

La direction des chemins de fer de l'État communique la note suivante, adressée au personnel du réseau de l'État :

Avis au personnel du réseau de l'État. — Le réseau de l'État invite pour la dernière fois ses agents à reprendre le travail. Les révocations, licenciements ou radiations des cadres déjà prononcées seront maintenues. Il en sera de même des mesures analogues qui pourront encore intervenir. Quant aux mesures disciplinaires qui seront prises à l'égard des agents grévistes, elles seront d'autant plus graves que la durée de l'absence aura été longue.

Les réseaux ont adressé à leur personnel un dernier avis semblable à celui publié par la direction des chemins de fer de l'État.

D'autre part, le Gouvernement fait savoir qu'en aucun cas il n'interviendra auprès des réseaux, pour les faire revenir sur leurs décisions.

FERMETURE D'ATELIERS SUR L'ÉTAT

Paris, 13 mai. — La direction des chemins de fer de l'État a décidé de fermer les ateliers de Saïnes. En conséquence de cette mesure, les ouvriers qui ont abandonné le travail sont rayés des cadres ou licenciés.

Il sera pris d'autres mesures propres à la situation des agents restés fidèles.

Le réseau de l'État se préoccupe d'autre part de la fermeture partielle des ateliers de Sotteville-les-Rouen.

A PARIS

Des électriciens reprennent le travail

Paris, 13 mai. — On annonce que les ouvriers de la Compagnie Parisienne d'électricité ont repris le travail.

Une tentative criminelle

Paris, 13 mai. — Au cours de la nuit dernière, une tentative de malveillance a été commise sur la ligne de Nancy à Brives : les rails ont été dévissés. Aucun accident n'en est heureusement résulté.

A TOULON

Les travailleurs du gaz et de l'électricité n'obéissent pas à l'ordre de la C. G. T.

Toulon, 13 mai. — Les travailleurs du gaz et de l'électricité, sollicités de cesser le travail à partir de vendredi, par les délégués confédéraux de Paris, se sont réunis et ont voté une résolution rappelant qu'ils firent une grève de solidarité du 1er au 10 mai, et que cette grève n'a pas obtenu les résultats voulus, qui consistaient en la libération des militants syndicalistes toulonnais emprisonnés. De plus, les employés de la marine de l'État ayant repris le travail, les travailleurs de l'éclairage regrettent de ne pouvoir obéir à l'ordre de la C. G. T.

LES ARRESTATIONS

A Rouen

Rouen, 13 mai. — Deux nouvelles arrestations ont été opérées à Rouen, celle de M. Henri Gizeux, représentant du syndicat de la bijouterie de Paris, et à Oissel celle de M. Emile Bachelet, tourneur sur métaux au chemin de fer de l'État.

A Decazeville

Decazeville, 13 mai. — Les nommés Latapie, secrétaire du syndicat des cheminots du P.-O., à Capdenac, et Yvonne Vidalenc ont été arrêtés sous l'inculpation de menées anarchistes et de complot contre la sûreté intérieure de l'État.

A LILLE

La situation s'améliore

La journée a été occupée par les grévistes au pointage des cartes et à diverses réunions; le matin, à 9 heures, une réunion des métallurgistes, et à 14 heures, une réunion des grévistes des ateliers d'Hellemmes se sont terminées par un ordre du jour décidant la continuation de la grève.

La situation semble toutefois s'améliorer et il est certain que vendredi matin, les rentrées seront très nombreuses.

Un meeting au boulevard des Ecoles

Vers 16 heures, le meeting réunissant environ 1.500 chômeurs de tous les corps de métier actuellement en grève, s'est tenu boulevard des Ecoles.

Plusieurs leaders appartenant au syndicat des peintres, de la métallurgie et des tramways, ont successivement pris la parole : puis Bondues, secrétaire de l'Union départementale, a parlé des bienfaits que la nationalisation des chemins de fer et des mines apportera.

A 17 heures, la réunion prenait fin dans le calme le plus absolu, comme les jours précédents, après l'annonce que vendredi il n'y aurait pas de réunion en plein air.

Dans les tramways, la grève est finie

Le service des tramways a repris son fonctionnement normal jeudi matin : la grève est virtuellement terminée.

L'Agitation en Irlande

Gendarmeries incendiées. — Un passant tué

Londres, 13 mai. — En trois endroits du comté de Dublin, des gendarmeries ont été incendiées. Mercredi soir, un passant a été tué d'un coup de feu. Des sinn-féiners se sont introduits mercredi, chez les bureaux du percepteur de Belfast et ont détruit les papiers.

Gendarmeries, bureaux de perception et tribunaux attaqués et pillés

Dublin, 13 mai. — On commence à constater que 50 casernes de gendarmerie ont été détruites en Irlande, dans la soirée de mercredi. Plus de 20 bureaux de perception ont été pillés. Plusieurs tribunaux ont été quasi détruits.

L'EMPIRE DES AIRS

M. FLANDIN EST ARRIVÉ A LONDRES

Londres, 13 mai. — M. P.-E. Flandin, sous-secrétaire d'État à l'aéronautique, est arrivé à Londres.

UN RAID NAPLES-GENEVE-COLOGNE-STOCKHOLM

Naples, 12 mai. — Une escadrille de six hydravions, commandée par le comte di Robilant, est partie pour accomplir le raid Naples, Livourne, Saint-Raphaël, Genève, Cologne, Texel, Stockholm.

Ce raid doit durer six jours.

L'inauguration des écoles de droit et de commerce à Mayence

Mayence, 13 mai. — Jeudi a eu lieu, à 5 heures, dans la salle des fêtes du Cercle des Officiers, l'inauguration des écoles de droit et de commerce, dont les cours commenceront le 14 mai, à Mayence, avec le concours de professeurs de la Faculté de droit de Strasbourg.

Rapatriés de Russie

Londres, 13 mai. — (Communiqué du ministère des affaires étrangères). — Le transport britannique « Dongola », qui a quitté Torijoki le 13 mai, avait à son bord plus de 300 réfugiés, dont 116 Français. Ces réfugiés débarqueront en Grande-Bretagne.

Dernières Nouvelles Sportives

Football-Association

Rencontre Ivan Darrigrand de Bruxelles par 2 buts à 0. A la mi-temps, il y avait égalité.